

Arrêté préfectoral n°BE-2025-03-02 du **02 AVR. 2025**
portant mise en demeure à l'encontre de la SARL DES ÉTABLISSEMENTS DELORD ET FILS
située au lieu-dit Bourgogne, à 24350 TOCANE-SAINT-APRE
de respecter les prescriptions relatives aux valeurs limites de bruit
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le livre I, titre 7 du code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « *broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques n° 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail* » ;
- Vu** l'arrêté du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 – *installations où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues* de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2016 portant enregistrement d'une usine de première transformation du bois de la SARL DES ÉTABLISSEMENTS DELORD ET FILS, située lieu-dit Bourgogne à TOCANE-SAINT-APRE (24350) ;
- Vu** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, en date du 26 février 2025 ;
- Vu** les observations de l'exploitant du 12 mars 2025, portant sur le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 février 2025, qui lui a été notifié le 7 mars 2025 ;
- Considérant** que l'exploitant exploite un atelier du travail du bois sous le régime de l'enregistrement ;

Considérant que l'exploitant, dans le cadre de ses activités, doit mettre place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins ;

Considérant qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié ;

Considérant que l'exploitant fait intervenir ponctuellement un broyeur mobile pour broyer le bois ne pouvant pas être scié ;

Considérant que dans le cadre de cette activité, l'exploitant doit mettre en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins ;

Considérant qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans, par une personne ou un organisme qualifié ;

Considérant que l'exploitant reconnaît n'avoir mis en place aucune de ces surveillances ;

Considérant qu'il convient en conséquence, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure la SARL DES ETABLISSEMENTS DELORD ET FILS de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1 – Régularisation administrative.

La SARL DES ÉTABLISSEMENTS DELORD ET FILS, dont le siège social est situé lieu-dit Bourgogne – 24350 TOCANE-SAINT-APRE, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de son usine de première transformation du bois, dans un délai de 3 mois, les prescriptions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 et de l'article 8.4 III de l'arrêté du 23 mai 2006, reprises ci-après : « *L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.* » ;

Article 2 – Sanctions en cas de non-respect.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, situé 9 rue Tastet – CS 21490 – 33000 BORDEAUX, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par la SARL DES ÉTABLISSEMENTS DELORD ET FILS, dans un délai de 2 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible via le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 – Notification et exécution.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de deux mois.

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;
- Monsieur le maire de la commune de TOCANE-SAINT-APRE (24350) ;
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine ;
- l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne ;

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté leur sera notifiée, ainsi qu'à la SARL DES ÉTABLISSEMENTS DELORD ET FILS.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

